

A photograph of two women. In the foreground, a woman wearing glasses and a dark hijab looks directly at the camera. Behind her, another woman wearing sunglasses and a dark top holds up a white piece of paper with a large, simple black ink drawing of a face on it. The drawing features dark eyebrows, a nose, and a mouth.

COMMISSION
DES FEMMES



CONSEIL NATIONAL DE LA RÉSISTANCE IRANIENNE

RAPPORT ANNUEL

2016-2017



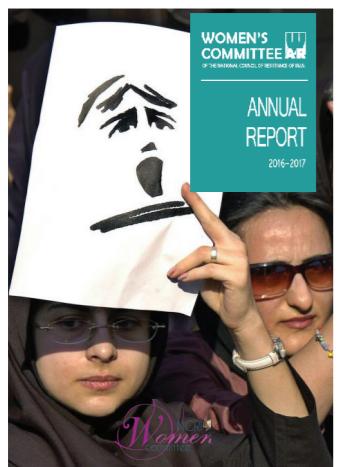


RAPPORT ANNUEL 2016-2017

**COMMISSION DES FEMMES
CONSEIL NATIONAL DE LA RÉSISTANCE IRANIENNE**

FÉVRIER 2017

TABLE DES MATIÈRES



Copyright © 2017 par la Commission des Femmes du Conseil national de la Résistance iranienne (CNRI)

Tous droits réservés. Aucune partie de cette publication ne peut être reproduite ou transmise sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, électronique ou mécanique, y compris par photocopie, enregistrement ou tout système de stockage et de recherche d'informations, sans autorisation écrite de l'éditeur.

**Une publication de la
Commission des Femmes du Conseil national de la résistance iranienne**

www.women.ncr-iran.org/fr
Facebook: CNRI femmes
Twitter: @CNRIfemmes

Commission des femmes du CNRI Rapport annuel 2016-2017

Avant-propos : Fortes et résistantes, les femmes en Iran portent le message du changement 3

Le plus grand nombre d'exécutions de femmes au monde 4

Les aspects des violences faites aux femmes en Iran

La torture dans les prisons 6
Le châtiment inhumain du fouet 8
La violence domestique 9
Les arrestations arbitraires, vitales pour le pouvoir 10

Les prisonnières d'opinion et les conditions de détention 12

Le défi aux autorités 13
La privation de traitement médical 17
Les femmes incarcérées dans des conditions effroyables 19

Violations des droits des minorités religieuses et ethniques 22

Les femmes ont organisé plus de 100 manifestations 24

Le sort des dirigeants iraniens liés à la répression des femmes 28

Augmentation du taux de mariages forcés des filles 30
Un divorce toutes les 4 minutes en Iran 32
Le suicide des femmes en Iran 33
Ségrégation et discriminations sexuelles omniprésentes 34
La musique et l'art interdits aux femmes 35

La discrimination dans l'éducation et l'emploi 36
La situation de 3 millions de femmes chefs de famille 38

Les restrictions pour les femmes dans le sport 40
Le visage de la pauvreté au féminin 42



FORTES ET RESISTANTES, LES FEMMES EN IRAN PORTENT LE MESSAGE DU CHANGEMENT



AVANT-PROPOS

2016 a été une année d'événements déterminants pour le régime de Téhéran et le mouvement de la Résistance iranienne. Le transfert réussi des combattants de la liberté de l'OMPI depuis l'Irak vers l'Europe, suivi de la mort du n° 2 du régime Hachemi Rafsandjani, a infligé des coups majeurs aux mollahs de Téhéran. Par ailleurs, la tournure des événements en Syrie et aux États-Unis couplée à une économie en faillite et corrompue, ont placé le régime du côté des perdants, attisant les rivalités entre factions.

Khamenei et ses pasdaran ont donc dû intensifier la répression et prendre des mesures extrêmes, comme le montre le taux très élevé des exécutions. L'année iranienne qui s'étend de mars 2016 à février 2017 - la période examinée dans cette étude - a été propulsée par le lancement de la nouvelle police des mœurs et ses 7000 agents en civil chargés de faire appliquer le code vestimentaire obligatoire par les femmes au volant de leurs véhicules. Peu après, Khamenei, le guide suprême des mollahs, a réagi avec un discours public soulignant la nécessité du code vestimentaire pour toutes les femmes, éliminant tout espoir de réforme face au rejet de la population. Le discours a été suivi de diverses campagnes d'une rare violence pour sévir contre les femmes partout et en toute occasion sous prétexte d'infraction au "hijab". Les universités ont dû former des comités, les gouverneurs mettre en place des conseils pour sévir contre les femmes qui n'observent pas attentivement le voile. Puis est venue la fatwa interdisant la bicyclette aux femmes en public.

Ces campagnes nationales se sont déroulées dans un contexte permanent d'arrestations,

de détentions, de condamnations à mort, de coups de fouet et de la reprise des peines de lapidation et d'aveuglement. Un responsable a confirmé qu'au moins 2000 femmes dites "mal-voilées" sont arrêtées chaque jour dans le pays.

Malgré cette répression, les femmes ont participé à plus d'une centaine de manifestations et n'ont pas cessé d'exiger leurs libertés fondamentales. Elles ont appelé avec encore plus de force à l'abolition de la peine de mort qui a battu des records sous la présidence de Rohani.

L'un des mouvements les plus inquiétants pour le régime a été la réponse des Iraniens à l'appel à la justice de la dirigeante de l'opposition pour les 30 000 victimes du massacre de 1988. Les prisonnières politiques Maryam Akbari Monfared, qui a perdu ses frères et sa sœur dans le massacre, et Sedigheh Moradi qui a été témoin de la tuerie, ont porté plainte depuis leur cellule de prison contre les responsables. Des mères militantes ont déposé plainte et demandé justice pour leurs enfants.

Tout indique que les femmes résilientes en Iran auront un impact encore plus grand sur la tournure des événements, annonçant la liberté de leur nation et leur propre égalité.

LE PLUS GRAND NOMBRE D'EXECUTIONS DE FEMMES AU MONDE

Molouk Nouri a été pendue à la prison centrale d'Oroumieh avec son mari Behnam Pirkouzadeghan, le 29 septembre 2016.



Les femmes d'Iran sont confrontées à la violation de leur droit le plus fondamental : le droit à la vie.

Dix femmes ont été pendues en Iran depuis mars 2016, principalement pour des délits liés à la drogue.

Le nombre total de femmes exécutées en Iran sous Rohani atteint donc 73. L'identité de beaucoup d'entre elles n'a pas été rendue publique. Elles étaient âgées de 25 à 50 ans. Dans un cas, une femme kurde, Molouk Nouri, a été pendue à la prison centrale d'Oroumieh avec son mari, Behnam Pirkouzadeghan, le 29 septembre 2016.

Le Secrétaire général de l'ONU a réagi aux exécutions en Iran. Dans un rapport en septembre 2016 à l'Assemblée générale, Ban Ki-moon a exprimé son inquiétude sur le «taux alarmant d'exécutions» en Iran. Il a souligné qu'au moins 15 femmes avaient été pendues entre janvier 2015 et juin 2016. La Résistance iranienne a enregistré 24 exécutions de femmes pour la même période.

Le régime iranien détient le plus haut niveau mondial d'exécutions, d'emprisonnement et de tortures infligées aux femmes pour leur opposition au régime. On estime que le tiers des 120 000 opposants exécutés depuis 1981 en Iran, sont des femmes et des filles. Pour la seule année 1988, des milliers d'opposantes appartenant aux Moudjahidine du peuple d'Iran (OMPI) ont été pendues dans le massacre de 30 000 prisonniers politiques.

73-Iran :

le plus grand nombre d'exécutions de femmes au monde



Ban Ki-moon a exprimé son inquiétude sur le «taux alarmant d'exécutions» en Iran, soulignant qu'au moins 15 femmes avaient été pendues entre janvier 2015 et juin 2016.

Mars 2016–Février 2017

10

Dix femmes exécutées de mars 2016 à février 2017

Mandat de Rohani (2013-2017)

73

Le nombre total de femmes exécutées en Iran sous Rohani

Janvier 2015-Juin 2016

24

La Résistance iranienne a enregistré 24 exécutions de femmes entre janvier 2015 et juin 2016

Commission des Femmes Conseil national de la Résistance iranienne – février 2017

LES ASPECTS DE LA VIOLENCE FAITE AUX FEMMES EN IRAN

« Il n'y a pas de lois particulières pour protéger les femmes contre le harcèlement et la violence de leurs maris. »

Behzid Arfania
Avocate, Agence Ilna, 14 juin 2016



Le régime iranien n'a pas réduit la violence de sa politique ni changé d'attitude avec les femmes et les filles parce qu'il est de nature misogynie fondée sur la répression des femmes et les discriminations à leur encontre.

Voici quelques-uns des exemples les plus importants du bilan de ce régime l'an dernier.

TORTURE DANS LES PRISONS

UNE ETUDIANTE KURDE TABASSEE, SA MERE MENACEE

Une étudiante kurde, Afsaneh Bayazidi, a subi des mauvais traitements et des tortures pour lui extorquer de faux aveux. Sa mère Ameneh Darvishi a révélé le 30 aout 2016 que sa fille avait été détenue onze jours dans les

toilettes des services de renseignements de la ville d'Oroumieh pour la contraindre à des aveux. On lui apportait de la nourriture dans ces toilettes. Ils l'ont torturée pendant trois mois. Il a ensuite fallu la soigner pendant deux semaines. Afsaneh a été arrêtée chez elle le 24 avril 2016, accusée de collaboration avec des partis kurdes.

UNE FEMME PERD CONNAISSANCE SOUS LES COUPS

Une prisonnière politique de la minorité arabe d'Iran, Fahimeh Ismaeli, originaire d'Ahwaz, a été si violemment tabassée le 2 juin 2016 qu'elle en a perdu connaissance. Cette professeure des écoles avait été arrêtée avec son mari le 28 novembre 2005, alors qu'elle était enceinte de huit mois. Un mois plus tard, elle accouchait dans sa cellule, en isolement, en présence de ses tortionnaires et sans la moindre assistance.

UNE BAHIA TABASSEE LORS D'UN INTERROGATOIRE

Hana Aghighian, une femme de confession bahaïe, a été arrêtée en mars 2016. Son interrogateur l'a forcée à se mettre sous la table où elle a reçu des coups de pieds sur tout le corps.

UNE CONSEILLERE MUNICIPALE TORTUREE

Elmira Khamachi, conseillère municipale de Tabriz, a été arrêtée, torturée et placée en isolement cellulaire pendant 50 jours de mars à avril 2016. Elle était accusée d'être « mal-voilée » et de fraude. En fait elle a été arrêtée pour outrage au guide suprême des mollahs Khamenei et pour avoir refusé d'allouer des fonds de la ville de Tabriz à un plan économique et social favorisant les gardiens de la révolution.

TORTURE A LA PRISON DE MAHABAD

Selon une information datée du 10 décembre 2016, la prisonnière politique Shahla Mohammadi, 28 ans, a été torturée durant 67 jours de détention en isolement dans les services de renseignement de Mahabad. Son frère Himan a expliqué que sa sœur avait été tellement torturée qu'elle ne sentait

plus son épaule gauche. Shahla est accusée d'appartenir à un parti kurde et d'avoir diffusé des informations contre le régime. Son frère a démenti disant que ces accusations avaient été fabriquées contre elle.

CHATIMENTS CRUELS

CHATIMENT D'AVEUGLEMENT

La cour suprême en Iran a confirmé le 3 février 2017 qu'une femme serait aveuglée d'un œil. La peine a été prononcée en représailles ou Talion car elle avait jeté de l'acide au visage d'une autre femme prénommée Sima deux ans auparavant à Dehdacht, chef-lieu de la province de Kohgilouyeh dans l'ouest de l'Iran. Le chef de l'appareil judiciaire local, Majid Karami, a annoncé qu'elle avait été condamnée à perdre un œil, à payer le prix du sang (en compensation) et à sept ans de prison. (Agence Tasnim, 3 février 2017)

CONDAMNEE A LA LAPIDATION

La cour d'assise de la province de Lorestan a condamné un homme et une femme à la lapidation le 3 février 2017. La femme a été identifiée par ses initiales de S.M, a rapporté ce jour-là le site Kashkan. La peine a été prononcée après la diffusion d'un vidéo clip montrant les relations illicites entre un mollah et une femme à Guerab, un village près de Koudach. A la lumière de ce clip enregistré clandestinement, l'on pense que les services de sécurité et de renseignement de la province sont impliqués dans cette affaire.

CHATIMENT INHUMAIN DU FOUET



AU MOINS 42 MILITANTES CONDAMNEES AU FOUET

- 18 militantes des droits humains ont été arrêtées dans un rassemblement le 20 novembre 2016 devant la prison d'Evine de Téhéran. Elles demandaient la libération des prisonniers politiques. Chacune a été condamnée à 74 coups de fouet.
- Simine Ayvaz-Zadeh, une mère militante qui protestait contre l'arrestation de son fils, a été condamnée à 91 jours de prison et 74 coups de fouet.
- 23 femmes azéries arrêtées dans une manifestation contre une émission télévisée insultante pour leur minorité ethnique ont été condamnées chacune à 74 coups de fouet.
- Une jeune femme prénommée Sepideh a été condamnée à 99 coups de fouet et à l'éloignement pour avoir parlé à un homme au téléphone.

LES SENTENCES APPLIQUEES DANS AU MOINS 42 CAS

- Une femme a reçu 100 coups de fouet en public le 27 avril 2016 à Golpayegan dans la province d'Ispahan.
- 30 jeunes femmes ont reçu chacune 99 coups de fouet pour avoir fêté dans une soirée mixte leur diplôme de fin d'année.
- Dix fillettes ont reçu 8 coups de fouet au village de Mokhtarabad, dans le sud de Roudbar, parce que leurs parents ne pouvaient pas payer les frais de scolarité de 8,5 \$.
- Une femme de 28 ans a reçu 80 coups de fouet pour avoir participé à une fête d'anniversaire.

Des femmes "mal-voilées" menacées de fouet en public.

L'imam provisoire du vendredi d'Ahwaz a annoncé le 16 juin 2016 : Des groupes d'inspecteurs avec un juge ont commencé à sévir sur les places et les artères principales pour fouetter les femmes mal-voilées si elles répliquent aux avertissements qu'on leur donne dans la rue.



Azam, 30 ans, a été torturée par son mari à Machad. Sa plainte n'a pas été prise en compte par les autorités.

VIOLENCES DOMESTIQUES

Les nouvelles de tortures et de meurtres de femmes par leurs maris ont battu un record entre mars et juin 2016. Dans au moins dix cas, où l'âge des victimes allait de six à 50 ans, les victimes n'ont pas survécu.

- Des voisins à Machad ont accidentellement découvert une femme de 30 ans du nom d'Azam (photo ci-dessus) et ses deux filles de 8 ans et les ont sauvées. Elles avaient été torturées pendant 21 jours par leur mari et père qui les privait aussi de manger et boire. Le mari d'Azam lui a cassé le nez et lui a déchiré le rectum avec un couteau. Il a avoué qu'il avait l'intention de tuer sa femme et ses enfants et de les jeter dans un puits et de les brûler. On a appris plus tard que cette femme s'était adressée aux autorités judiciaires et avait demandé de l'aide mais qu'à chaque fois elle avait été renvoyée vers son mari violent. (Agence ISNA - 23 avril 2016)
- Le 4 avril 2016, une jeune femme a été agressée à l'acide à Téhéran. Elle a été brûlée à la main et au visage. L'agresseur s'est approché de sa victime à moto et s'est enfui après l'avoir aspergée d'acide.
- 29.131 femmes ont été adressées à un médecin légiste en avril et mai 2016, pour des blessures causées dans des disputes.
- 5200 de plaintes pourinceste de jeunes femmes et l'adolescentes par leurs pères et frères déposées en justice cette année.

LES ARRESTATIONS ARBITRAIRES RENFORCENT LE POUVOIR DU REGIME



Au cours de la période étudiée dans ce rapport, de mars 2016 à février 2017, au moins 1060 femmes ont été arrêtées en Iran pour trois raisons majeures :

des manifestations et des activités pacifiques en défense des droits humains, des fêtes privées et des activités dans des réseaux sociaux. Il convient de noter que ces arrestations se font en plus de celles régulièrement effectuées dans les rues du pays pour imposer le voile obligatoire.

Cette question sera examinée dans une autre partie du rapport.

104 ARRESTATIONS DANS DES MANIFESTATIONS SOCIALES

Au moins 104 femmes ont été arrêtées de mars 2016 à février 2017 pour avoir participé à des rassemblements de protestation et à d'autres activités pacifiques en défense des droits humains fondamentaux. Ces arrestations ont été faites notamment pour la Journée internationale du Travail, lors de chaînes humaines contre le détournement de l'eau de la rivière Karoun à Ahwaz, dans le rassemblement de Tabriz contre les commentaires offensants de la presse gouvernementale sur la minorité azérie, lors de la grève générale du Kurdistan, ainsi que dans les rassemblements pour la défense des droits des prisonniers politiques devant la prison d'Evine, le bâtiment de pneus Dena et l'hôpital Bagiatollah de Téhéran.

Au moins 1060

femmes ont été arrêtées en une année en Iran pour avoir participé à des manifestations, des fêtes et des activités dans les réseaux sociaux.

326 ARRESTATIONS POUR ACTIVITÉS DANS LES RÉSEAUX SOCIAUX

Au moins 326 jeunes femmes et filles ont été arrêtées par les forces de sécurité de mars 2016 à février 2017 pour leurs activités dans les réseaux sociaux et les médias, en raison de leur foi et des activités commerciales considérées illégales par le régime. Parmi les raisons données par les autorités pour ces arrestations figurent la propagande contre le pouvoir, outrage aux sacrements, outrage au guide et aux responsables du régime, diffusion de mensonges dans les réseaux sociaux, l'administration de groupes antireligieux, le mannequinat, etc.

630 ARRESTATIONS DANS DES FETES PRIVEES

Au moins 630 jeunes femmes et jeunes filles ont été arrêtées de mars 2016 à février 2017 simplement pour avoir participé à des fêtes privées, des anniversaires ou des cérémonies traditionnelles. Les arrestations ont eu lieu dans l'ensemble de l'Iran, y compris au parc Laleh et au parc Sorkheh Hessar de Téhéran, à Damavand et dans la province d'Alborz (centre de l'Iran), à Torghabeh et Chandiz, Chenaran, Neishapur et Machad dans la province de Khorassan-Razavi (nord-est), Sorkhroud dans le Mazandaran et à Gorgan (nord), Soufian et Oroumiyeh dans les provinces d'Azerbaïdjan de l'est et de l'ouest (nord-ouest) et à Dezfoul, Abadan, Bandar Abbas, Kerman et Chiraz (sud).





Des mères, des parents et des amis de prisonniers politiques et de victimes du régime iranien ont organisé un piquet devant la compagnie des Pneus Dena à Téhéran. Beaucoup ont été arrêtés et emprisonnés pour cet usage pacifique de leur droit.

CONDITIONS DE DETENTION DES PRISONNIERES DE CONSCIENCE

Un plus grand nombre de femmes ont été condamnées à de la prison pour l'exercice de leurs droits fondamentaux. Les conditions pénitentiaires sont rigoureuses avec d'énormes pressions physiques et psychologiques. Elles ont été privées des soins médicaux essentiels. À de nombreuses reprises, leurs permissions de sortie de prison ont été annulées ou les forces de sécurité ont fouillé leurs cellules. Malgré ces conditions, elles ont fait preuve d'un grand courage en exprimant leurs revendications et en insistant sur leurs droits, même au prix d'une grève de la faim. Elles ont porté plainte contre les responsables du régime, ont scandé "A bas la dictature" face aux gardiens de prison et refusé de céder aux demandes humiliantes de leurs tortionnaires.

Les femmes incarcérées pour avoir exercé leurs droits fondamentaux sont classées dans les catégories suivantes:

○ LES PRISONNIERES POLITIQUES

comme Maryam Akbari Monfared, Reyhaneh Haj Ibrahim Dabbagh, Sedigheh Moradi¹, Zahra Zehtabchi, Fatemeh Mosanna, Fatemeh Rahnama et Maryam Olangi.

○ LES MILITANTES DES DROITS HUMAINS ET CONTRE LA PEINE DE MORT

comme Narguesse Mohammadi, Atena Daemi, Golrok Ebrahimi Iraee et Roghieh Alizadeh.

○ LES MINORITES ETHNIQUES ET LES PRISONNIERES KURDES

comme Zeinab Jalalian, Qadriyeh Qaderi, Hajar Piri, Afsaneh Bayazidi, Safieh Qaderi, Lavine Karimi, Sahar Faizi, Manijeh Fatehi, Parastou Hajian et Asrine Aminzadeh.

○ LES MINORITES RELIGIEUSES

comme les fidèles de la foi bahaïe, avec notamment Nassim Bagheri, Elham Farahani, Azita Rafizadeh, Mahvash Shahriari Sabet, Fariba Kamalabadi, Nava et Nika Kholoussi, ainsi que la prisonnière chrétienne Maryam Naghash Zargaran.

○ DES BI-NATIONALES

comme Homa Hoodfar² et Nazanin Zaghari.

DÉFIER LES AUTORITÉS FACE A FACE

On pourrait imaginer qu'en dépit des tortures barbares et des conditions pénitentiaires rigoureuses, ces prisonnières abandonneraient leurs croyances et regretteraient ce qu'elles ont dit et fait. Un bref examen de leurs actes de bravoure au cours de l'an dernier révèle cependant qu'il ne s'agit pas de femmes ordinaires.



MARYAM AKBARI MONFARED – PORTER PLAINE contre DES AUTORITÉS CRIMINELLES

La prisonnière politique Maryam Akbari Monfared a déposé plainte le 17 octobre 2016 demandant une enquête sur l'exécution de trois de ses frères et d'une sœur, exécutés dans les années 1980 et lors du massacre de 30 000 prisonniers politiques durant l'été 1988, en raison de leur appartenance à l'Organisation des Moudjahidine du peuple d'Iran (OMPI). Maryam Akbari a trois enfants. Elle a été arrêtée deux jours après le soulèvement du 27 décembre 2009 à Téhéran pour avoir contacté ses sœurs et un de ses frères membres de la Résistance iranienne. Elle a été condamnée à 15 ans de prison pour "guerre contre Dieu".

¹ Sedigheh Moradi a été libérée le 23 novembre 2016.

² Homa Hoodfar a été libérée sous la pression de l'opinion publique internationale.

SEDIGHEH MORADI – EN QUETE DE JUSTICE

La prisonnière politique Sedigheh Moradi a envoyé une lettre depuis la prison le 9 novembre 2016 racontant ses souvenirs d'innombrables exécutions et massacres de prisonniers 1988. Mme Moradi a été prisonnière politique dans les années 1980, dans son adolescence. Elle a appelé à la poursuite des auteurs de ces crimes devant un tribunal international. Mme Moradi a été libérée de prison le 23 novembre 2016, sur l'ordre de la Cour d'appel au bout de six ans de détention sans la moindre permission de sortie.



NARGUESSE MOHAMMADI – GREVE DE LA FAIM



Narguesse Mohammadi a entamé une grève de la faim le 27 juin 2016 parce qu'elle était privée de téléphoner à ses jumeaux qui se trouvent en France. . Dans sa lettre ouverte sur cette grève de la faim, elle explique qu'il n'y a pas de téléphone dans la section des femmes de la prison d'Evine pour permettre aux détenues de communiquer avec leurs familles. En réponse aux pressions exercées pour la briser, elle écrit «je me languissais en prison face à une nouvelle peine de 16 ans dans une nouvelle affaire récemment soulevée contre moi. L'année écoulée ne m'a pas fait regretter ce que j'ai fait, mais m'a renforcée dans mes convictions et ma volonté de défendre les droits humains. »

HAJAR PIRI – CRIER “A BAS LA DICTATURE”

Les services de renseignement de la prison centrale de Kerman ont lancé un raid sur la cellule d'Afsaneh Bayazidi et de Hajar Piri le 1er décembre 2016 et saisi une partie de leurs biens. Hajar Piri a immédiatement défié les agents en leur criant « A bas la dictature ! ». Elle a été par la suite transférée en isolement. Hajar Piri, 33 ans, est incarcérée depuis 2007 sans un seul jour de sortie. Elle est condamnée à 17 ans de prison.



AFSANEH BAYAZIDI – CRIER “A BAS LA REPUBLIQUE ISLAMIQUE”

Afsaneh Bayazidi a été violemment battue le 7 décembre 2016 pour avoir défendu des prisonnières que les gardiens voulaient intimider. Elle a réagi en criant « A bas la dictature » et « A bas la République islamique» ce qui a provoqué les gardiens de prison. Ils l'ont passée à tabac plus violemment que la fois précédente.

LAVINE KARIMI – GREVE DE LA FAIM



Lavine Karimi a entamé une grève de la faim le 21 décembre 2016, lorsque les autorités pénitentiaires ont refusé de la conduire à l'hôpital en dépit de son ulcère qui saignait. L'étudiante de 26 ans est accusée de collaboration avec des partis kurdes d'opposition.

ATENA DAEMI – REJETER DE NOUVELLES ACCUSATIONS



Les gardiens de la révolution ont fait une descente au domicile d'Atena Daemi le 26 novembre 2016, arrêtant violemment cette militante des droits de l'enfant. Ils l'ont transférée à la prison d'Evine pour qu'elle commence à purger sa peine de sept ans. Le 19 décembre 2016, Atena a fait face à un nouveau procès intenté contre elle par les gardiens de la révolution pour «outrage au guide et aux autorités » et « diffusion de fausses nouvelles ». Elle a été informée de ses accusations au parquet de la prison d'Evine. Dans sa défense, publiée le 25 décembre 2016, elle répète que tous les chefs d'accusation sont sans fondement.

MARYAM NAGHASH ZARGARAN – NOËL EN PRISON

Le parquet de Téhéran a décidé que la prisonnière chrétienne Maryam Naghash Zargaran ne devait pas recevoir de permission de sortie conditionnelle pour Noël et devait rester en prison. Cette chrétienne est en prison depuis le 19 juillet 2013. Elle est gravement malade et a dû faire une grève de la faim pour obtenir le droit de quitter la prison pour un traitement médical.



GOLROKH IRAEE – ARRETEE ILLEGALEMENT

Les forces de sécurité ont fait irruption au domicile de Golrok Ebrahimi Iraee dans l'après-midi du 24 octobre 2016, et l'ont arrêtée sans mandat. Elle a été emmenée à la prison d'Evine pour purger une peine de six ans. Le 3 janvier 2017, après 72 jours de grève de la faim de son mari, le prisonnier politique Arash Sadeghi, Mme Iraee a été libérée de prison sous une caution de 600 millions de tomans, mais elle a été arrêtée de nouveau le 25 janvier et reconduite à Evine. Elle est actuellement à la prison d'Evine. Amnesty International a publié un communiqué pour protester contre l'arrestation illégale de la militante des droits humains Golrok Iraee et exiger sa libération immédiate et inconditionnelle.



REFUS DE TRAITEMENT MEDICAL, UNE PRATIQUE HABITUELLE DE TORTURE

La prisonnière politique kurde Zeinab Jalalian



La privation de traitement médical qui entraîne une souffrance intense est une pratique courante dans les prisons iraniennes. Cela équivaut à de la torture en droit international. Les prisonnières se voient refuser un traitement médical pour deux raisons en général: leur arracher des aveux qui ne sont pas vrais, ou les laisser mourir à petit feu sans avoir à les exécuter.

○ **Zeinab Jalalian** est un cas bien connu. Les autorités pénitentiaires ont refusé de la laisser consulter un ophtalmologue et d'autoriser son hospitalisation pour une chirurgie urgente de l'œil. Elles ont également refusé ses demandes répétées de sortie médicale. Elle est devenue aveugle d'un œil et perd la vue de l'autre. Cette prisonnière politique kurde a été arrêtée à l'âge de 25 ans en mars 2008. Elle est constamment sous pression pour faire de faux aveux télévisés.

○ En janvier et février, les autorités pénitentiaires ont fait pression sur **Qadrieh Qaderi** en lui ordonnant d'apprendre le Coran par cœur sinon elle serait privée de visites. Plus tôt, le juge avait ordonné sa libération sous une caution de 100 millions de tomans.



○ **Nargess Mohammadi**, vice-présidente de la Ligue des défenseurs des droits humains, souffre d'embolie pulmonaire et de paralysie musculaire. Elle doit prendre 23 médicaments différents par jour. Elle avait été relâchée provisoirement sous une lourde caution parce qu'elle avait prouvé qu'elle ne pouvait pas tolérer les conditions de détention. Après avoir été de nouveau arrêtée, les autorités de la prison ont fait obstacle à son traitement malgré son état dangereux. À la mi-janvier 2016, le ministère du Renseignement a déposé une nouvelle plainte contre elle parce qu'elle protestait contre le comportement offensant des gardiens qui l'accompagnaient à l'hôpital alors qu'elle devait y être soignée pour ses maladies.

○ **Maryam Akbari Monfared** est détenue depuis six ans sans aucune permission de sortie. Elle subit des représailles pour avoir déposé une plainte officielle demandant une enquête officielle sur les massacres de prisonniers politiques, y compris ses frères et sa sœur, durant l'été 1988, a déclaré Amnesty International dans un communiqué le 3 novembre 2016. Le refus d'accès aux soins médicaux suit d'autres formes de représailles contre elle, notamment un ordre de stopper ses visites familiales et des menaces de porter de nouvelles accusations contre elle.

○ La détenue chrétienne **Maryam Naghash Zargaran** était professeure de musique pour enfants et n'a pas été informée de ses accusations. Elle souffre d'une maladie cardiaque pour laquelle elle a subi une opération chirurgicale en 2005 et doit absolument rester à l'abri de tout stress. Sa maladie a été compliquée par d'autres problèmes contractés en prison, y compris un disque lombaire, de l'arthrite dans le cou et les mains et des complications à l'oreille. Le 6 juin 2016, elle a obtenu une permission de sortie médicale après onze jours de grève de la faim. Mais le parquet n'a pas accepté de prolonger sa sortie et a menacé de confisquer sa caution. Elle a dû retourner en prison le 27 juin 2016, sans avoir terminé son traitement médical.

○ **Safieh Sadeghi** a été arrêtée en 2010 et interrogée pendant quatre mois. Elle est restée sous la torture pour la forcer à faire de fausses confessions. Mme Sadeghi souffre de complications cardiaques et rénales. Elle est sur le point de perdre un rein. Malgré le diagnostic médical et les instructions des médecins, les autorités pénitentiaires ont empêché son hospitalisation en ville.



LA PRISON D'EVINE, VUE D'EN HAUT

DES FEMMES DETENUES DANS DES CONDITIONS EFFROYABLES

Le chef de l'Organisation pénitentiaire iranienne, Asghar Jahangiri :

« Entre 200 et 250 enfants vivent avec leurs mères dans les prisons du pays.»

(Agence Fars, 19 février 2016)

Les conditions de détention et le traitement des détenus en Iran sont effroyables. La situation est pire pour les femmes parce que le budget limité et les facilités allouées à l'Organisation pénitentiaire sont principalement réservés aux hommes.

LA PRISON DE FEMMES D'EVINE

La majorité des prisonnières politiques sont détenues dans la section des femmes d'Evine après avoir terminé le processus des interrogatoires. Elles sont privées d'appels téléphoniques. La section des femmes est composée de trois salles dont toutes les fenêtres sont scellées. Ainsi, il n'y a pas assez de lumière solaire pour les prisonnières aggravant leurs maladies. Les sanitaires et la cuisine manquent de ventilation. Il n'y a pas de centre médical d'urgence pour les

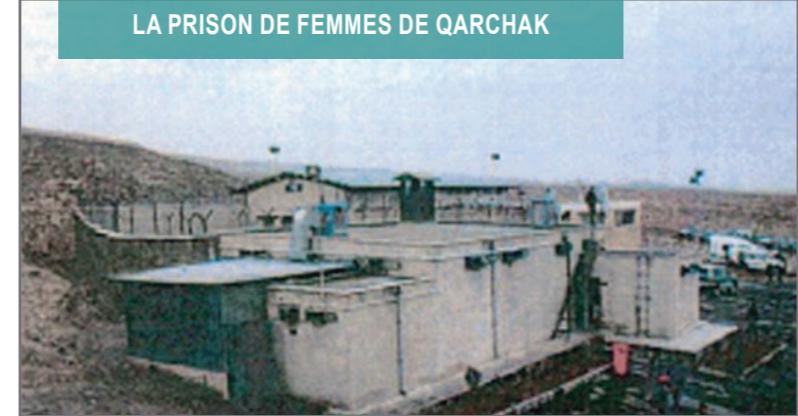
prisonnières.

Pour recevoir ses médicaments, une prisonnière doit d'abord obtenir une autorisation, puis attendre le jour des visites le dimanche pour donner l'ordonnance à ses parents qui achèteront le médicament dans une pharmacie extérieure. Ensuite, elle devra attendre la prochaine visite pour recevoir les médicaments de sa famille. Se rendre dans un centre médical en ville est extrêmement difficile et cela peut prendre plusieurs mois pour recevoir seulement une autorisation. Au moment où la détenue reçoit une permission de sortie médicale habituellement après 9 ou 12 mois, sa maladie a progressé. Une fois à l'hôpital, son traitement est généralement interrompu à mi-chemin. Chaque entrée et sortie à destination et en provenance de la prison nécessite une fouille humiliante. Une prisonnière doit être menottée pendant qu'elle marche dans le dispensaire. La section des femmes est constamment surveillée par des caméras. Chaque fois que les gardiens de prison rencontrent une protestation ou une forme de résistance de la part des prisonnières, ils les menacent de les envoyer à la prison de Qarchak..



Toutes les fenêtres d'Evine sont scellées et le manque de soleil cause de nombreuses maladies.

LA PRISON DE FEMMES DE QARCHAK



LA TERRIBLE PRISON DE FEMMES DE QARCHAK

La prison de Qarchak est le principal centre de détention des femmes. Il est situé dans le désert de Varamine à l'est de Téhéran dans de très mauvaises conditions météorologiques. On y compte 1 200 prisonnières. Des marécages et des marais entourent la prison, de sorte qu'elle est remplie d'insectes et de rats. La prison est composée de sept grands hangars sombres et sales. Chaque hangar compte entre 150 et 200 prisonnières. Il n'y a assez de lits que pour quelques dizaines de personnes et les autres doivent dormir par terre entre les lits jusqu'à la porte des toilettes. Les prisonnières ne sont pas séparées selon la gravité des délits commis. Les condamnées à mort sont avec les autres. Les prisonnières sont affamées la plupart du temps vu la petite quantité de nourriture et son horrible qualité. L'hygiène y est déplorable. Les maladies infectieuses du VIH et de l'hépatite sont endémiques. Les prisonnières malades sont détenues avec les autres. Chaque hangar compte 189 détenues, n'a que quatre toilettes et quatre douches. Habituellement, deux des douches et un WC sont hors de service. Les douches ont de l'eau chaude seulement une heure dans la journée et la plupart des prisonnières doivent se laver à l'eau froide. De plus, l'eau est coupée pendant la majeure partie de la journée. Les prisonnières boivent de l'eau, lavent la vaisselle et les vêtements

dans les mêmes douches et toilettes.

En l'absence de suffisamment de toilettes pour les prisonnières, il y a des déjections sur le sol du hangar. Beaucoup de prisonnières sont chauves parce que l'endroit est sale et qu'il n'y a rien pour le nettoyer. Les détenues se rasant les cheveux pour éviter les poux. L'eau de Qarchak est saumâtre et les détenues boivent et lavent leurs vaisselles et leurs vêtements avec la même eau qui ne dissout pas le savon. Ainsi, elles contractent diverses maladies de peau. En juin 2015, il n'y a pas eu d'eau pendant au moins quatre jours. En août 2015, le système d'égouts était bouché. Il n'y a pas de ventilation dans les hangars. Il n'y a pas de soins médicaux à la prison de Qarchak. Le soi-disant dispensaire de la prison ne fait rien même en cas d'urgence. Il y a peu, une des prisonnières est morte en accouchant parce qu'il n'y avait pas de gardiens pour l'emmener à l'hôpital. Récemment, en janvier 2017, Shiva Fekri a perdu la vie à la prison de Qarchak en raison d'hypertension artérielle et de privation de soins nécessaires. Il y a eu un cas où une prisonnière problématique a violé et tué sa compagne de cellule avec une lampe

fluorescente. Les gardiens ont profité de cette prisonnière pour menacer les autres. Les jeunes femmes sont également violées par des gardiens.

PRISON DE RADJAI-CHAHR A KARADJ

La prison de Radjaï-chahr à Karadj est l'endroit suivant où le plus grand nombre de femmes sont détenues. Actuellement, il y a 200 détenues dans cette prison, avec une variété de délits. Il y a seulement une douche et un WC. Habituellement, il n'y a pas d'eau et les prisonnières ne peuvent utiliser la salle de bain qu'à des heures précises et limitées. L'eau chaude n'est disponible qu'une heure par jour et le reste de la journée, elles doivent prendre des douches froides. En raison de la présence de criminelles dangereuses, des affrontements sanglants, des viols et des meurtres sont fréquents dans cette prison. La situation dans d'autres prisons avec de plus petits groupes de détenues est encore pire et les prisonnières sont traitées plus arbitrairement.

LA PRISON DE RADJAI-CHAHR



VIOLATIONS DES DROITS DES MINORITES RELIGIEUSES ET ETHNIQUES



Les membres des minorités sont poursuivis non seulement pour leurs activités mais aussi pour leur identité religieuse ou ethnique. Pendant la période étudiée dans ce rapport (de mars 2016 à février 2017), un grand nombre de jeunes Kurdes ont été arrêtées et détenues pour leurs activités présumées dans des partis kurdes d'opposition. En outre, un grand nombre de jeunes femmes ont été expulsées d'universités et privées d'études en raison de leur foi baháïe. Beaucoup de couples ont été arrêtés et lourdement condamnés pour être baháïs.

ARRESTATIONS ET DETENTIONS

- Au moins 22 femmes kurdes sont emprisonnées dans les prisons à travers le pays.
- Au moins cinq chrétiennes et 31 baháïes ont été arrêtées et incarcérées au cours de la période étudiée.



La détenue de conscience, Azita Rafizadeh, son mari et son fils

PAS DE RITUELS DE MINORITES

- Les forces de sécurité ont attaqué et fermé des «églises à domicile» à Racht, Chiraz et Karadj.

- Des agents ont empêché les chrétiens de célébrer les fêtes de Noël et confisqué le mobilier et l'équipement des églises à domicile.

- En représailles à la célébration du Nouvel An persan, "Norouz", à Sanandaj (capitale de la province iranienne du Kurdistan), 22 militantes civiles kurdes ont été convoquées pour être interrogées. Le domicile d'une de ces femmes a été perquisitionné et ses biens confisqués.

- Les baháïs ne sont pas autorisés à enterrer leurs morts dans les endroits de leur choix. Après le décès de Mme Pouran Enayati à Tabriz, sa famille n'a reçu aucun permis d'inhumation et elle a été enterrée arbitrairement dans un cimetière éloigné près de Miandoab.

NI EDUCATION NI COMMERCES

- Au moins 48 jeunes femmes titulaires d'une licence ou d'une maîtrise ont été privées de poursuivre leurs études en raison de leur foi baháïe et renvoyées de leurs universités.

- **Azita Rafizadeh**, mère d'un garçon de 6 ans, et son mari sont actuellement incarcérés pour avoir enseigné à l'Institut baháï pour l'enseignement supérieur.

- Les entreprises baháïes sont inspectées et fermées. Mme Sara Akhlaghi, une baháïe de Chiraz, possédait une boutique de robes de mariée qui a été fermée par la police pendant un mois. Le 15 juin 2016, elle a été convoquée au tribunal et arrêtée sur place.

- Une femme d'Ahl-e Haq du nom de Fatemeh Jaderi Jalilvand, qui travaillait pour le ministère de l'Éducation à Kermanshah, a également été licenciée de son poste.

De mars 2016 à février 2017

Au moins
22 femmes kurdes
5 chrétiennes
31 baháïes
ont été arrêtées

Au moins
48 jeunes baháïes
ont été expulsées des universités

Des baháïes arrêtées pour avoir enseigné à l'université baháïe

Une femme Ahl-e Haq licenciée

Des "Eglises à domicile" attaquées à Racht, Chiraz et Karadj

Les chrétiens interdits de célébrer Noël

Des Kurdes arrêtées pour Norouz

Des entreprises baháïes fermées

LES FEMMES ORGANISENT PLUS DE 100 MANIFESTATIONS MALGRE UNE DURE RÉPRESSION

Des mères de victimes d'exécutions et de prisonnier-e-s politiques dans le couloir du tribunal le 9 février 2016 protestant contre les condamnations injustes prononcées pour des manifestations pacifiques.



La répression des femmes en Iran, leur arrestation et leur incarcération n'ont pu empêcher leur activisme et leurs protestations. Elles ont au contraire poursuivi de façon plus persistante leurs justes revendications en prenant part aux protestations et en jouant un rôle toujours plus actif dans l'opposition aux politiques en vigueur. Diverses couches de femmes ont organisé plus d'une centaine de manifestations l'an passé.

32 MÈRES DE VICTIMES D'EXECUTIONS ET DE PRISONNIERS POLITIQUES

Les mères militantes ont organisé 32 actes de protestation l'an dernier. Elles ont commémoré les anniversaires de mort de leurs proches et des victimes des exécutions. Elles ont participé à des manifestations devant la prison d'Evine à Téhéran, participé à la cérémonie d'anniversaire des victimes du massacre de 1988 et aussi aux rassemblements de protestation pour la libération des détenu-e-s politiques.

26 EN SOUTIEN AUX PRISONNIER-E-S POLITIQUES ET DE CONSCIENCE

26 rassemblements de protestation ont été organisés l'an dernier pour soutenir les prisonnier-e-s politiques et d'opinion. Ces rassemblements se sont déroulés à Téhéran devant le parlement des mollahs (Majlis), la prison d'Evine, le bureau de l'ONU, le ministère de la Justice, etc. À trois reprises, les rassemblements ont été violemment attaqués. Les forces de sécurité ont battu les manifestantes à coups de matraques et de bâtons électriques. Plus de 20 femmes ont été arrêtées devant le parlement et une trentaine de femmes devant le bureau de l'ONU à Téhéran.

8 LES ETUDIANTES

Les étudiantes ont organisé huit manifestations dans les espaces réservés aux études. Le manque de sécurité et les mauvaises conditions de vie dans les résidences universitaires, les pressions pour le voile obligatoire, les règles disciplinaires sévères et la discrimination à l'égard des filles figurent au nombre de ces manifestations.

30 LES ENSEIGNANTES ET PERSONNELS DE L'EDUCATION

Les enseignantes et les employées du ministère de l'Éducation ont organisé 30 manifestations l'an passé. Les femmes ont joué un rôle de premier plan dans ces manifestations pour exiger la libération d'Ismaël Abdi, secrétaire général du syndicat des enseignants, protester contre les violations des droits des enseignants, contre l'inégalité dans l'emploi, leurs bas salaires, les maigres pensions de retraite et contre les conditions de vie déplorables.

11 MILITANTES DES DROITS CIVILS ET DE L'ENVIRONNEMENT

Des activistes des droits civils et de l'environnement ont joué un rôle actif et de premier plan dans 11 manifestations en faveur de la protection de l'environnement, contre la pénurie d'eau potable, le nombre élevé d'accidents de la route à Piranchahr, la législation antisyndicale pour changer les lois du travail, l'absence de réponse du gouvernement aux demandes de logements, et l'interdiction faite aux femmes de faire du vélo en public.



LE SORT DES DIRIGEANTS IRANIENS LIÉ A LA REPRESSEION DES FEMMES



Le voile et le code vestimentaire obligatoires sont l'un des principaux piliers de la répression des femmes en Iran. Conformément à l'article 102 du Code pénal adopté en 1983, les femmes qui apparaissent en public et dans les rues sans voile religieux sont passibles de 74 coups de fouet. Ces 38 dernières années, au moins 26 organismes gouvernementaux ont été chargés d'imposer le voile dans la société. Chaque année, ils prennent de nouvelles mesures pour mener à bien cette tâche. Les patrouilles du vice, les patrouilles invisibles, la police des montagnes,

la police des plages, la police de rue, etc., font partie des organes formés en 2016 pour surveiller plus étroitement les femmes dans tous les milieux sociaux. Un accent particulier a été mis sur les activités du "Front du voile et de la vertu" regroupant 301 instituts dans tout le pays pour restreindre encore plus la marge de manœuvre des femmes dans la société. Des centaines de rassemblements ont eu lieu dans la capitale et en province et de vastes affiches ont été installées par ces organes pour promouvoir le voile obligatoire.

○ Une nouvelle étape de l'activité des "patrouilles du vice" a débuté le 16 avril 2016 à Téhéran pour sévir contre les mal-voilées et les non-voilées en voiture. Le chef de la police de Téhéran a également annoncé le 18 avril 2016 que 7000 agents de sécurité en civil avaient été déployés pour mettre en œuvre le plan de sécurité morale dans la capitale. Il a ajouté que l'une de leurs quatre tâches principales était de surveiller et de signaler les femmes qui se débarrassent de leur voile en voiture.

○ Des centaines de nouveaux conseils chargés de la promotion de la vertu et de la prohibition du vice ont été créés dans les bureaux et les branches des ministères de toutes les provinces. 136 conseils de ce type ont été créés dans la province de Hamedan, une centaine dans la province de Lorestan, etc.¹

○ La police dans les villes du pays a signalé la mise en fourrière de voitures et des échanges tendus avec les propriétaires de véhicules dont les passagères avaient laissé tomber leurs voiles. Des milliers de voitures ont été confisquées l'an dernier indiquant combien les femmes s'opposent au voile obligatoire. Les médias et la presse officiels ont signalé la saisie de plus de 1300 voitures dans la province d'Alborz, 215 véhicules à Chahar Mahal-e-Bakhtiari, 180 voitures à Hamedan et 300 dans la province de Kerman, alors que d'autres informations n'avancent pas de nombre mais indiquent l'application du plan².

○ Il y a eu de nombreux plans en été et pendant les vacances pour empêcher les femmes de se baigner et limiter leur présence

1 Agence Fars, 8 octobre 2016 ; agence Tasnim, 2 octobre 2016.

2 Agence Fars, 10 mai 2016 ; agence Mehr, 19 juin 2016 ; agence IRNA, 28 septembre 2016 ; Mizan Online, 6 novembre 2016 ; Agence Fars, 19 janvier 2017



sur les plages des provinces côtières. De tels plans ont reçu davantage de budget, de forces et d'équipements pour intensifier la répression des femmes. Le plan «Guilan Mehr» a été lancé dans 140 lieux de loisirs de la province de Guilan et le long de la mer Caspienne³. Le commandant de police de la province de Mazandaran dans le nord a également annoncé que 780 unités motorisées patrouillaient partout⁴.

3 Agence Fars, 22 juin 2016.

4 Agence IRNA, 5 juillet 2016



○ Le mannequinat a été interdit en Iran en octobre 2016⁵. La police avait déjà sévi contre les femmes et les branches associées au travail de modèles et mannequins au mois de mai.

Une opération baptisée « Araignée 2 » avait été montée pour sévir dans les médias sociaux et remonter jusqu'aux femmes

5 Interview de Hamid Ghobadi, secrétaire du groupe de travail sur la mode, avec l'agence Fars, 21 octobre 2016



posant sans foulard. Huit femmes avaient été arrêtées en mai, 59 photographes et maquilleuses, 58 mannequins, 51 patrons de studio de défilés et d'autres personnes avaient été identifiés et sanctionnés à Téhéran. Des opérations similaires ont été menées à Chiraz, Tabriz, Ardebil, Machad, au Kurdistan, à Zahedan, Arak et Qazvine où au moins 90 femmes ont été arrêtées et 250 boutiques, studios de photographies et ateliers ont été fermés par les municipalités et la police.

○ Des milliers de magasins ont été fermés l'an dernier dans tout le pays pour avoir vendu des vêtements ne correspondant pas au code vestimentaire obligatoire. A titre d'illustration, le commandant de police Sadjedinia a déclaré que ses agents avaient fermé plus de 4.400 boutiques en un an⁶. Les robes transparentes, de haute-couture ou sans fermeture ainsi que les chemisiers et robes portant des inscriptions étrangères sont considérés indécentes par le régime iranien.

○ Le commandant de police Hossein Achtari a déclaré que « 2000 femmes sont arrêtées chaque jour à Téhéran et en province pour être mal-voilées »⁷.

6 Site Khabar Online, 12 aout 2016

7 Agence Tasnim, 29 septembre 2016

○ Le ministère de l'Enseignement supérieur a ordonné à toutes les universités en aout 2016 de former des commissions du voile et de présenter leurs plans sur trois axes : informer, orienter et sévir. Les commissions du voile dans les universités doivent informer le ministère de leurs mesures tous les trois mois⁸.

Par exemple, le Conseil des services aux étudiants en Iran a annoncé qu'une centaine d'étudiantes avaient été convoquées par le conseil de discipline de l'université des sciences de l'industrie en février 2016 parce qu'elles étaient mal-voilées et 360 autres en janvier. Le conseil a également annoncé que 150 étudiantes de Téhéran avaient été convoquées par les conseils de discipline en janvier et février 2016.

8 Agence Mehr, 7 aout 2016



EHR



Mariage précoce et forcé

Le mariage est une des causes principales de l'abandon de l'école par les jeunes filles. Il entraîne aussi des suicides et des fugues d'adolescentes cherchant à échapper au mariage forcé.



37.117

Filles de moins de 15 ans mariées en un an

Commission des Femmes du Conseil national de la Résistance iranienne - février 2017

164 filles ont été mariées à des hommes de 20 ans de plus qu'elles au Kurdistan

3.944 filles de moins de 15 ans ont été mariées en un an dans la province d'Azerbaïdjan de l'est

« Le comité est gravement préoccupé par des informations sur un nombre croissant de fillettes âgées de 10 ans et parfois moins, soumises à des mariages précoce et forcés à des hommes bien plus âgés. »

Comité de l'ONU sur les droits des enfants - Février 2016

Des filles mariées à des hommes ayant de 55 à 60 ans de plus qu'elles au Sistan-Baloutchistan

LES MARIAGES DE FILLETES AUGMENTENT

Les mariages précoce sont devenus un véritable problème en Iran puisqu'ils sont permis par la loi. Le mariage est une des causes principales de l'abandon de l'école par les jeunes filles. Il entraîne aussi des suicides et des fugues d'adolescentes cherchant à échapper au mariage forcé.

Le régime iranien a fixé l'âge légal du mariage des filles à 13 ans et sur le plan religieux, il estime licite le mariage des fillettes dès 9 ans. C'est donc la cause principale sous-jacente à ce problème. Or l'Iran a signé la Convention sur les droits des enfants.

- Les statistiques tirées du recensement national indiquent que 37.117 fillettes de moins de 15 ans ont été mariées l'an dernier. 1511 de moins de 15 ans ont eu un enfant.
- Selon le directeur général de l'état-civil du Kurdistan, 339 mariages de filles de moins de 15 ans ont été enregistrés dans cette province. L'âge des filles varie de 10 à 14 ans. (Site Kurd Today, 20 décembre 2016)
- Six filles de moins de 10 ans ont été mariées en une année au Kurdistan. 164 autres filles ont été mariées à des hommes ayant vingt ans de plus qu'elles. (Agence Irna, 19 mai 2016)
- Dans la ville d'Ahar, de la province d'Azerbaïdjan de l'est, 114 filles de moins de 15 ans ont été mariées entre mars 2015 et mars 2016.
- Un autre responsable d'Azerbaïdjan de l'est a annoncé le 27 janvier 2017 que durant la même période, 3.944 filles de moins de 15 ans avaient été mariées dans cette province.
- Selon le quotidien régional Shahrvand, dans le village de Pesk-e Sofla dans la province d'Azerbaïdjan de l'est, les filles sont fiancées entre 7 et 11 ans. (Agence Mehr, 23 juillet 2016)
- Il a aussi été rapporté que des filles de 12 à 13 ans sont mariées à des hommes ayant déjà plusieurs épouses dans la province du Sistan-Balouchistan (sud-est de l'Iran) en raison de la misère noire. Aussi lorsqu'elles atteignent 20 ans, leur mari ont 70 ou 80 ans. (Agence Ilna, 27 janvier 2017)
- En février 2016, le comité de l'ONU sur les droits des enfants a critiqué Téhéran en se disant « gravement préoccupé par des informations sur un nombre croissant de fillettes âgées de 10 ans et parfois moins, soumises à des mariages précoce et forcés à des hommes bien plus âgés. »



UN DIVORCE TOUTES LES 4 MINUTES

La discrimination et l'inégalité en Iran se manifestent sous la forme de violences domestiques, de mariages forcés, de violations des droits les plus fondamentaux et d'un manque de soutien gouvernemental pour les femmes dans un contexte de pauvreté, de chômage et de faillite économique, ce qui prépare le terrain à un taux élevé de divorces dans la société d'aujourd'hui qui compte actuellement un divorce toutes les quatre minutes.

- Sur la base du registre national du recensement de l'Iran, 500 couples divorcent tous les jours à travers le pays. Plus de 80 % des demandeurs de divorce sont des femmes. Un mariage sur quatre en Iran conduit au divorce. En d'autres termes, toutes les trois minutes et 45 secondes, un couple divorce. (Site Quds Online, 28 mai 2016)

- Le taux de divorce a atteint 50 % dans certaines provinces. Dans le seul Téhéran, 90 couples divorcent tous les jours selon le chef de l'Organisation nationale de la protection sociale. (Agence ISNA, 2 mai 2016)

- Le directeur général des Affaires familiales au ministère de la Jeunesse et des Sports, Nasser Sobhi, a annoncé que 19 divorces ont lieu toutes les heures et 450 toutes les 24 heures à travers le pays. (Agence IRNA, 3 janvier 2017)

- Le directeur général des Affaires familiales au ministère de la Jeunesse et des Sports, Nasser Sobhi, a annoncé que 19 divorces ont lieu toutes les heures et 450 toutes les 24 heures à travers le pays. (Agence IRNA, 3 janvier 2017)

- Hassan Nayyeri, directeur général du Registre du recensement de la province de Khorassan, a déclaré le 2 mai 2016 : 10.317 divorces ont eu lieu dans la seule ville de Machad de mars 2015 à mars 2016.



Mahasti, 12 ans, s'est suicidée pour échapper à un mariage forcé.

L'Iran occupe le troisième rang au monde et le premier au Moyen-Orient en termes de suicide des femmes. Les femmes sont sous pression constante pour leurs vêtements. Elles sont soumises à l'inégalité et à la discrimination. Elles sont privées de possibilités d'emploi et sont humiliées de diverses manières. Selon des études récentes, les Iraniennes font de l'immolation par le feu, la méthode la plus courante de suicide. En voici quelques exemples :

- Une femme enceinte de 26 ans s'est immolée par le feu avant de décéder le 6 février 2016 à Marivan.

- Trois soeurs, âgées de 43 à 50 ans, ont ouvert la vanne de gaz dans leur appartement de Téhéran et ont perdu la vie. (Site Mizan Online, le 1 mars 2016)

- Leïla, 10 ans, s'est suicidée dans un village du Kurdistan. (14 avril 2016)

SUICIDES DE FEMMES : 3^E AU MONDE, 1^{ER} AU MOYEN-ORIENT

- Une femme enceinte, âgée de 35 ans, s'est immolée par le feu dans un parc à Fassa, dans la province de Fars. (Site Tabnak, 24 avril 2016)

- Une femme de 71 ans s'est pendue avec son foulard à Dezfoul. (Agence Mehr, 21 mai 2016)

- Une fille de 16 ans s'est pendue dans les toilettes de son lycée à Téhéran. (7 juin 2016)

- Mahasti, une jeune fille de 12 ans de Kamyaran, a mis fin à ses jours afin d'échapper à la pression de sa grand-mère qui voulait la marier à un handicapé et retardé mental âgé de 25 ans. (1er août 2016)

- Deux jeunes filles se sont jetées d'un toit à Téhéran et ont perdu la vie. (Agence Mehr, 13 août 2016)

- Une jeune fille de 19 ans s'est immolée par le feu à Sanandaj. Elle est décédée dans un hôpital de Tabriz. (5 septembre 2016)

- Une femme âgée de 30 ans s'est arrosée de kérosène et y a mis le feu sur le boulevard Kechavarz à Téhéran. (5 septembre 2016)

- Saadat Reza'i, mère d'un enfant d'un an, s'est immolée par le feu et a perdu la vie. (14 novembre 2016)

LA MUSIQUE ET LES ARTS INTERDITS AUX FEMMES



L'un des domaines où les femmes sont le plus discriminées et exclues est la musique. Les lois patriarcales excluent souvent les femmes des scènes et les marginalisent.

- Le premier train réservé aux femmes a commencé à rouler le 4 avril 2016 sur la ligne Téhéran-Machad.

- L'ouverture de restaurants près de salon de coiffures pour dames et de lycées pour filles est désormais illégale. (Agence ISNA, 7 avril 2016)

- Aucune crèche n'est plus autorisée à pratiquer des baignades mixtes. Si une crèche commet cette infraction, elle sera fermée. (Agence Tasnim, 18 juillet 2016)

- Le ministère des Sciences et de l'Enseignement supérieur a annoncé qu'il ne donnerait aucune autorisation pour des campings mixtes d'étudiants. (Agence Mehr, 21 août 2016)

RAPPORT ANNUEL 2016-2017 35



SEGREGATION ET DISCRIMINATION SEXUELLES PARTOUT

- Le cyclisme féminin a été interdit dans les lieux publics à Machad, Ispahan, au Kurdistan et dans d'autres villes.

- Le cyclisme féminin a été qualifié de méfait au même titre que le trafic de drogue qui viole la sécurité nationale. (Mollah Youssef Tababaï-Nejad, représentant de Khamenei à Ispahan, site Aftab, 14 mai 2016)

○ Le bureau de sécurité (Harassat) de la province de Mazandaran a annoncé qu'il est absolument interdit d'organiser des concerts mixtes ou des campings mixtes. (23 mai 2016)

○ La musicienne Melani Avanessian a été empêchée de monter sur scène pour jouer au concert de Parizad. (Agence Fars, 26 décembre 2016)

○ Les forces de sécurité à Sanandaj ont annulé une soirée poésie kurde parrainée par une poète kurde à l'université de cette ville le 4 mars 2016.

○ Les femmes jouant dans l'orchestre Hafez Nazeri n'ont pas été autorisées à se produire à leur concert à Ispahan. (Site Khabar Online, 7 mai 2016)



DISCRIMINATION CONTRE LES FEMMES DANS L'ÉDUCATION ET L'EMPLOI



Les Iraniennes sont systématiquement discriminées et exclues des domaines de l'enseignement et du marché du travail. Les parlementaires du régime iranien cherchent à pousser les femmes chez elles et font valoir qu'il n'y a pas de possibilités pour elles sur le marché du travail. Par conséquent, ils justifient également les restrictions à l'éducation des femmes. En 2012, le régime iranien a mis en place un vaste programme de quotas de genre dans les universités et a privé les filles de s'inscrire dans 77 matières de licences.

La discrimination à l'égard des femmes dans l'emploi les oblige à accepter des emplois non officiels avec des salaires plus bas. Selon le Forum économique mondial, l'Iran se classe au 141e rang sur 145 pays en matière d'écart hommes/femmes.

Le régime iranien publie des chiffres totalement incohérents. Toutefois, les chiffres confirment l'état déplorable de la participation des femmes dans la vie économique en Iran. Un ancien député a révélé que plus de 2,5 millions de femmes sont à la recherche d'un emploi mais elles souffrent de pauvreté, puisqu'elles ne peuvent y remédier.

Soheila Jelodarzadeh, qui s'exprimait le 25 avril 2016,

a parlé d'une situation désastreuse, ajoutant que l'une des principales préoccupations des femmes qui travaillent est le manque de sécurité de l'emploi. Elle a noté que « 36 ans après la révolution, on ne sait toujours pas si les femmes doivent travailler ou non. La majorité des travailleuses et des entreprises économiques et de production n'ont pas de contrats d'emploi et si elles en donnent un, ce n'est que pour un à trois mois. »

Les statistiques suivantes sont parues dans les médias officiels. À la lumière de la forte censure qui prévaut en Iran et de la politique de dissimulation des autorités, il faut considérer ces chiffres comme étant bien inférieurs à la réalité.

- Le taux moyen de participation de la main-d'œuvre féminine est de 50% dans le monde et de 20% au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. En Iran, ce taux est passé de 17 % en 2005 à 12 % en 2014.

(Site du Centre de statistiques)

- Deux millions de filles ont décroché des diplômes universitaires ces vingt dernières années.

(Ministère du Travail, 7 février 2016)

Cependant, le taux de chômage des femmes a augmenté. Leur participation économique est également passée de 39,5 à 27%.

(Soussan Bastani, adjointe aux études stratégiques à la direction des affaires féminines et familiales de Rohani, agence ISNA, 13 février 2016)

- Entre 2009 et 2013, une moyenne de 100 000 femmes ont été mises à pied chaque année.

(Ministère du Travail, 7 février 2016)



DE 2009 À 2013

100.000 FEMMES ont été licenciées chaque année

Ces 20 dernières années

2 MILLIONS DE FILLES ont décroché un diplôme universitaire et la participation économique a chuté

de 39,5% à 27%

Les femmes gagnent 29% DE MOINS que les hommes à travail égal

Une participation économique à 13,8% des femmes âgées de plus de 10 ans

Le taux de chômage des femmes de moins de 30 ans est de 85,9%

Le taux de participation des femmes au monde du travail est tombé de 17% en 2005 à 12% en 2014

- Le taux de chômage des femmes est le double de celui des hommes.

(Vahideh Neguine, conseillère auprès du ministre de la Coopération pour les affaires féminines, Agence ILNA, 13 février 2016)

- La participation économique des femmes âgées de plus de 10 ans en Iran est de 13,8%.

(Agence Fars, 4 janvier 2016)

- Malgré une présence accrue des femmes dans les universités et les études supérieures, la présence des femmes dans les facultés de sciences n'est que de 20 à 23%.

(Site Khabar online, 1er janvier 2016)

- Le taux de chômage des femmes de moins de 30 ans est de 85,9%.

(Agence Mehr, 5 janvier 2016)

- 50,6% des femmes âgées de 20 à 24 ans sont sans emploi.

(Site Tabnak, 26 décembre 2016)

- Plus de 40% des jeunes femmes sont au chômage.

(Recensement de la population active en 2013, Agence Mehr, 9 avril 2016)

- Les femmes touchent 29% de moins de salaire que les hommes à travail égal.

(Selon des recherches de Talent Institute, Agence ILNA, 25 avril 2016)

- Selon un examen détaillé de l'emploi, 961 postes sont attribués aux hommes et seulement 16 aux femmes. Les hommes occupent 11 fois plus que les femmes des emplois dans la médecine générale. En soins infirmiers, 7 possibilités d'emplois sont proposées aux hommes et rien de semblable n'a été envisagé pour les femmes.

(Site Khabar Online, 27 juillet 2016)

- 60 % des femmes diplômées de la province d'Ispahan recherchent un emploi.

(Zahra Akhavan, vice-présidente de la Chambre de commerce d'Ispahan pour les affaires féminines, agence Mehr, 19 mai 2016)

- Selon les estimations de l'organisation de la protection sociale, 3 à 5 % du chômage dans chaque région touche la population handicapée. Ce chiffre est le double pour les femmes handicapées.

(Agence ISNA, 14 décembre 2016)

DIFFICILE SITUATION POUR 3,5 MILLIONS DE FEMMES CHEFS DE FAMILLE

La question des femmes chefs de famille constitue désormais un sérieux problème dans la société iranienne. 70% des familles monoparentales iraniennes sont dirigées par des femmes. Les femmes chefs de famille relèvent généralement de l'une de ces deux catégories : celles qui ont perdu leur mari en raison de leur décès ou de leur divorce et ceux dont le mari est incapable de subvenir aux besoins de la famille en raison du chômage, de la retraite, de l'emprisonnement, etc. Le nombre de ménages dirigés par des femmes en Iran a atteint au moins 3 millions, soit environ 15% des 22 millions de ménages iraniens. Le 12 février 2017,

3,5M millions de femmes chefs de famille en 2016

Seules 180.000 mères isolées qui dirigent une famille, sur un total de 3,5 millions, reçoivent une aide publique. La plupart des mères isolées vivent sous le « seuil de la mort » car seules 18% ont un emploi. L'âge moyen des mères isolées est tombé à 35 ans.

18%

Seules 18% de ces femmes ont un emploi et le reste se débat dans le chômage

2.500.000 tomans/mois = seuil de pauvreté

100.000 tomans/mois= seuil de mort

180.000

Femmes chefs de famille reçoivent une aide minime de 100.000 tomans par mois (33\$)

Ebrahim Ghaffari, directeur général de l'organisation de la protection sociale de la province de Golestan, a annoncé que le nombre de ménages dirigés par des femmes atteindra 3,5 millions en mars 2017. Il a ajouté que seules 18% de ces femmes ont un emploi et que les autres luttent contre le chômage. Leurs conditions de vie sont qualifiées comme relevant du «seuil de mort», car même si elles perçoivent une pension, il ne s'agit que de 53.000 à 100.000 tomans (17-33 \$) par mois, alors que le seuil de pauvreté en Iran est d'environ 2,5 millions de tomans (8300 \$) pour une famille. Un responsable de l'organisation de la protection sociale nationale a déclaré que l'organisme ne verse une

aide qu'à 180.000 familles sur les 3 millions dans le besoin. Un autre responsable officiel a reconnu que l'âge moyen des femmes chefs de famille est tombé à 35 ans. Les rares annonces officielles sur le nombre de mères isolées le fixe à 57.885 dans la province de Sistan-Baluchistan (sud-est de l'Iran), 50.000 dans le Lorestan, et 10.000 dans la province d'Ispahan (centre de l'Iran). Les responsables de la province de Fars ont indiqué verser une aide à 78.821 femmes chefs de famille.

La population de
femmes chefs de famille
officiellement annoncée :

57 885
au Sistan-Balouchistan
(sud-est de l'Iran)

50 000
au Lorestan (ouest de
l'Iran)

10 000
dans la province d'Ispahan
(centre de l'Iran)

78 821
dans la province de Fars
reçoivent une aide publique

DISCRIMINATION ET RESTRICTIONS CONTRE LES FEMMES DANS LE SPORT

Les Iraniennes se sont battues pour pratiquer des sports au fil des ans et n'ont pas permis au régime des mollahs de les éliminer de ce domaine. Elles ont même recueilli des fonds pour elles-mêmes afin de pouvoir participer à des championnats internationaux, malgré le refus du régime de les soutenir. Cependant, les femmes ne sont toujours pas autorisées à entrer dans les stades. Voici quelques exemples de violations des droits des femmes dans ce domaine au cours de l'an dernier :



Ci-dessus, une pancarte au stade Azadi disant : « Que les femmes entrent dans les stades ! » Ci-dessous, un père et sa fille de 7 ans, venus de Shabestar, n'ont pas été autorisés à entrer dans le stade Azadi de Téhéran, à cause de la fillette.



- Fatwa de Khamenei : « Les femmes à vélo en public attireront l'attention des hommes et exposeront la société à la corruption. Par conséquent, il faut y renoncer. » (Agence Fars 10 septembre 2016)
- Les forces de sécurité ont empêché l'entrée de femmes à vélo à Torghabeh Shandiz à cause de leurs tenues. Le procureur a annoncé que la ville contrôlerait et empêcherait l'entrée de cyclistes mal-voilées.» Javad Shokri a ajouté : « Je réitère que les cyclistes mal-voilées seront arrêtées et sanctionnées. » (Agence Mehr, 23 juin 2016)
- Les forces de sécurité de l'État ont empêché des femmes et des jeunes filles de participer au marathon à vélo du «Mardi d'air pur». L'événement voulait promouvoir une journée sans autos pour un environnement sain. (27 juillet 2016)
- Une fan de football âgée de 15 ans qui avait l'intention d'entrer au stade Azadi en vêtements d'enfant a été arrêtée. (Site Varzesh3, 13 mai 2016)
- Malgré les promesses de la fédération de volley-ball iranienne, les femmes n'ont pas été autorisées à entrer dans le stade Azadi pour regarder le match entre l'Iran et la Serbie le 1er juillet 2016.
- Une des équipes de football féminin les plus actives du nom de Malavan (Marins) a été dissoute. Sara Ghomi, la capitaine de l'équipe, avait critiqué les autorités du club lors d'une interview. Par la suite, le directeur exécutif du club, Rezayan a annoncé que l'équipe allait être dissoute. (Agence ISNA, 29 juillet 2016)

Les Iraniennes participant activement à différents sports malgré de nombreux obstacles.





LE VISAGE DE LA PAUVRETÉ AU FÉMININ

La pauvreté des femmes est l'une des scènes les plus affligeantes et choquantes de la société iranienne. Le manque d'emplois et de logements mène à la pauvreté et au dénuement, provoquant des situations désastreuses où les femmes sont obligées de vendre leurs enfants. Le nombre de femmes qui dorment dans les rues sur des cartons a beaucoup augmenté et, plus récemment, des femmes ont été trouvées vivant dans des tombes vides.

L'âge de la prostitution a chuté à 16 ans et l'âge moyen des femmes SDF dans les rues de Téhéran est tombé à 17 ans. (Reza Jahanguiri-fard, sous-directeur des services sociaux de Téhéran, agence ILNA, 5 novembre 2013)

Voici quelques exemples choquants parus dans la presse l'an dernier :



- Au moins 10.000 jeunes femmes se livrent à la prostitution pour sortir de la pauvreté. 35% d'entre elles sont mariées. 30% ont un diplôme d'études secondaires et supérieures ; 50% n'ont pas terminé leurs études secondaires; seul un faible pourcentage est analphabète. (Agence de presse Mowj, 11 juin 2016)
- L'âge de la prostitution est tombé à 16 ans et l'âge de la drogue à 14 ans en Iran. (Le pathologiste Majid Abhari, agence Fars, le 3 mai 2016)
- Les femmes SDF dans les rues louent leurs enfants 15 000 tomans (5 \$) par jour pour mendier ou les vendent pour 2 millions de tomans (environ 670 \$). (Farahnaz Rafi'i, directrice de l'organisation des volontaires du Croissant-Rouge, Club des jeunes de la presse, 29 février 2016)
- Actuellement, 7 enfants toxicomanes naissent chaque jour à Téhéran. Des parents vendent leurs enfants. Les bébés sont vendus entre 2 et 25 millions de tomans (environ 670 - 8350 \$). (Le pathologiste Majid Abhari, agence Fars, le 3 mai 2016)
- « Aujourd'hui, nous assistons à la vente d'enfants à naître dans l'utérus de leur mère avant leur naissance. Nous ne connaissons pas le nombre exact de ces nourrissons, mais leur nombre est assez élevé pour apparaître dans la presse. » (Molaverdi, adjointe de Rohani pour les affaires des femmes et de la famille, agence ILNA, 22 juin 2016)
- Un des moyens pour les femmes de gagner leur vie est de faire les poubelles pour trouver des restes de nourriture. (Moussavi Chelek, sous-directeur de l'organisation sociale, agence ILNA, le 8 octobre 2016)
- Le nombre de femmes sans-abri à Téhéran a connu une croissance de 100%. (Fateme Daneshvar, membre du conseil municipal de Téhéran, agence Tasnim, 5 décembre 2016)
- Le nombre de femmes sans-abri à Téhéran a connu une croissance de 100%. (Fateme Daneshvar, membre du conseil municipal de Téhéran, agence Tasnim, 5 décembre 2016)
- Environ 200 femmes, dont des femmes enceintes, des handicapées, des femmes âgées et des fillettes, vivent dans une centaine de tentes au sud de Téhéran par un froid intense. (Le président de la commission sociale de la municipalité de Téhéran, agence Mizan, 3 janvier 2017)

COMMISSION DES FEMMES



CONSEIL NATIONAL DE LA RÉSISTANCE IRANIENNE

www.women.ncri-iran.org/fr

Facebook: CNRIFemmes

Twitter: @CNRIFemmes

